


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



LA TRANSITION AU SOCIALISME EN AFRIQUE

Colloque de Leeds
(7-8 mai 1982)

La conférence sur « La transition au socialisme en Afrique » qui s'est tenue à Leeds les 7 et 8 mai 1982, à l'initiative conjointe du Département de science politique de l'Université de Leeds et de la *Review of African Political Economy*, apparaît significative du dynamisme dont réussissent à faire preuve les universitaires et chercheurs britanniques, en dépit des coupes sombres et des difficultés suscitées par une politique gouvernementale pour le moins peu favorable au développement d'une recherche engagée. Cette conférence a réuni une centaine de participants et une trentaine de contributeurs, travaillant pour la plupart dans les universités du Nord de l'Angleterre et de Londres.

La définition même du thème de la conférence a suscité d'emblée de sérieuses controverses : assistait-on à un retour en force des illusions tiers-mondistes du début des années soixante, comme pouvaient le laisser supposer les références à des expériences aussi probantes que celle du Ghana de N'Krumah ? Dans quelle mesure peut-on parler de socialisme ou de marche au socialisme pour les nouvelles indépendances ? Peut-on se situer au seul niveau des discours et des intentions des dirigeants et vider les termes de socialisme et de transition de tout contenu réel ? A ce niveau le débat s'est trop souvent éloigné des analyses un tant soit peu concrètes — notamment économiques et sociales — et s'est enfermé dans le cadre de la polémique, à la fois actuelle et intemporelle, sur révolution permanente/révolution par étape. Les étudiants de (feu ?) la FEANF auraient été comme des poissons dans l'eau. Malgré la pugnacité (et parfois le talent) des intervenants, il ne pouvait y avoir de coups décisifs et chacun a campé sur ses positions.

Plus intéressants à notre sens ont été les travaux des commissions par régions ou par pays et les papiers présentés sur des expériences locales. Avouons que nous n'avons pas pu suivre les discussions autour des problèmes — épineux — qui concernent la Corne de l'Afrique, et passons rapidement sur les travaux consacrés au Ghana de N'Krumah et à la Guinée de Cabral, qui avaient véritablement un parfum de déjà vu. En

fait, les débats les plus nourris ont eu lieu autour de l'Afrique australe. L'expérience du Mozambique, en particulier, suscite aujourd'hui une grande fascination : d'autant qu'au-delà de l'analyse du discours, séduisant, des responsables politiques du pays, un travail de terrain substantiel accompli ces dernières années permet de mieux cerner la richesse de l'expérience mozambicaine, mais aussi les difficultés rencontrées tant dans la gestion économique que dans la mobilisation populaire. Plus de nuances et d'interrogations en ce qui concerne l'Angola et le Zimbabwe : dans le premier cas, l'état de guerre qui prévaut, les incertitudes politiques du MPLA — en particulier en ce qui concerne les formes de la mobilisation populaire et le rapport entre le parti et les masses — mais aussi la relative fermeture du pays aux recherches sociales constituent autant d'entraves à une appréciation de l'évolution du pays. Pour le Zimbabwe, pays qui s'est depuis peu « ouvert » à la recherche, la complexité des problèmes auxquels le pays est confronté fait l'objet d'analyses précises : la dépendance économique massive vis-à-vis de l'Afrique du Sud, la grave crise politique entre les deux composantes du mouvement nationaliste, et surtout l'acuité du problème foncier constituent autant de facteurs qui rendent difficile la formulation d'une « stratégie » susceptible d'éviter le glissement vers une situation de type néo-colonial. Les débats sur l'Afrique du Sud bénéficiaient de la présence d'un certain nombre d'intellectuels sud-africains plus ou moins récemment contraints à l'exil ; en filigrane, tout au long des discussions, les divergences dans l'appréciation de l'ANC et de sa stratégie, et un point de fixation : l'analyse du mouvement actuel de syndicalisation et de structuration de la classe ouvrière noire et la question de l'enregistrement des syndicats.

En conclusion, des débats souvent assez riches mais qui manquaient de rigueur dans la définition des concepts « politiques » et dans l'analyse proprement socio-économique. On peut se demander si, autour des « nouvelles indépendances » de la fin des années soixante-dix, il n'y a pas de la part des chercheurs européens une stricte reproduction des mêmes erreurs et des mêmes illusions tiers-mondistes que dans les années soixante. Une réflexion plus approfondie sur la première mouture du socialisme « africain » (incluant les pays francophones traditionnellement absents de la réflexion anglo-saxonne) aurait sans doute permis de mieux appréhender le fossé qui sépare une idéologie socialisante d'une réalité somme toute fort éloignée du socialisme.

Roger Meunier